



CAMEROON



69^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

DEBAT GENERAL

DECLARATION DE S.E.M. PAUL BIYA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Prononcée par :

S.E.M. Pierre MOUKOKO MBONJO
Ministre des Relations Extérieures du Cameroun

25 Septembre 2014
A vérifier au prononcé

MISSION PERMANENTE DU CAMEROUN
AUPRES DES NATIONS UNIES

PERMANENT MISSION OF CAMEROON
TO THE UNITED NATIONS

22 EAST 73rd STREET NEW YORK, N.Y. 10021
Tel: (212) 794 2295 Fax: (212) 249 0533
E-mail: delecam@delecam.us / Cameroon.mission@yahoo.com
Website: www.delecam.us

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences, Mesdames, Messieurs,**

L'année prochaine, nous devrions adopter le cadre de développement post-2015 qui fera suite aux Objectifs du Millénaire pour le Développement ou OMD.

Tout au long de la 68^e session, nos représentants ont activement travaillé à l'élaboration des nouveaux objectifs qui devront prendre le relai des OMD. Ce travail capital, puisqu'il touche à la raison d'être de notre Organisation, n'est pas terminé. Il vous reviendra, Monsieur le Président, de le mener à bien. Je ne doute pas que vous y parviendrez. Soyez assuré pour cela de la coopération pleine et entière de mon pays.

- **Monsieur le Président,**

Pour l'après 2015, vous souhaitez un programme « transformateur » qui aura comme priorités l'élimination de la pauvreté et de la faim, ainsi que la croissance d'une économie soutenue et inclusive.

Le Cameroun partage totalement cette vision.

Nous avons mis en œuvre au Cameroun, à partir de 2010, une stratégie pour la croissance et l'emploi dont la motivation essentielle est précisément la réduction de la pauvreté. Les mesures qui ont été prises à ce titre visent notamment à créer des emplois et à améliorer les conditions de vie de la population. Le redressement de notre économie et de nos finances publiques qui a favorisé le retour de la croissance, laisse bien augurer des résultats de nos efforts.

Mais, ces progrès, pour importants et significatifs qu'ils soient, ne nous ont pas encore permis d'éradiquer la pauvreté. Dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'électricité, des routes, etc., il nous reste beaucoup à faire pour satisfaire les besoins de nos populations.

Certes, la plupart des pays en développement, cibles des OMD, connaissent des situations analogues. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous voulons, comme vous, un programme « transformateur » pour l'après 2015.

Sans doute faudra-t-il pour cela modifier quelque peu notre conception du développement. Celui-ci ne devra plus être perçu comme un processus exogène, mais comme l'expression des souhaits et des besoins des populations cibles. Telle est d'ailleurs la position commune des pays africains.

Il conviendra également, après une évaluation des OMD, de mettre en place un mécanisme de suivi des objectifs du nouveau système. Enfin, il faudra nécessairement réformer le mode de financement de l'aide au développement pour améliorer son efficacité.

Une fois ces conditions réunies, nous devons être assurés de la plus indispensable de toutes : la sécurité. Car est-il besoin de le démontrer, sans sécurité il n'est point de développement possible.

Prenons l'exemple de mon pays, fier d'être depuis des décennies un îlot de paix et de stabilité.

A l'Est, la République Centrafricaine a vu, depuis mars 2013, sa situation sécuritaire se détériorer gravement : massacres, déplacements de populations ont rendu problématique tout espoir de développement, sans parler de l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés vers le Cameroun.

A l'Extrême-Nord, ce sont les attaques de la secte *boko haram*, plus préoccupée d'imposer la chariah que d'améliorer les conditions de vie des populations, qui menacent l'intégrité de notre territoire.

Là aussi, l'insécurité a pour effet de faire fuir vers mon pays des milliers de déplacés. On estime que le Cameroun a accueilli plus de 200.000 réfugiés, toutes origines confondues. Il va de soi que mon pays continuera d'honorer sa tradition d'hospitalité, mais si cette situation devait se prolonger, il n'est pas certain que ses moyens lui permettraient d'y faire face.

- Monsieur le Président,**
- Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Le temps qui m'est imparti ne me permet pas d'évoquer les autres zones de tension ou de conflit en Afrique, au Moyen-Orient ou en Europe orientale. Les causes et les enjeux sont de diverses natures. Je me bornerai donc à appeler les parties concernées à la négociation et à la recherche de solutions pacifiques.

C'est la voie que le Nigeria et le Cameroun ont choisie pour régler le différend qui les opposait, il y a quelques années, sur la presqu'île de Bakassi.

Elle a permis de trouver une solution conforme au droit international et surtout de sceller entre nos deux pays une amitié qui ne s'est pas démentie. Elle était de plus, je le souligne, en harmonie avec les idéaux de la Charte de notre Organisation.

Je vous remercie.